

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC VIT IL SES DERNIERES ANNEES ?



Le dialogue social a toujours été l'ADN de l'UNSA et il nous semblait que cela était partagé par l'administration centrale. Actuellement, nous en doutons fortement ...

Notre organisation syndicale SEA UNSA (la deuxième dans l'enseignement agricole public) a toujours travaillé dans la communication et l'échange avec ses différents interlocuteurs.

- Nos objectifs principaux s'orientent vers des solutions partagées et acceptables dans le cadre de nos orientations syndicales et souvent loin des dogmes.
- Ce travail s'est concrétisé à tous les niveaux tant localement que régionalement et également dans les instances nationales.

Le dialogue social a toujours été l'ADN de l'UNSA et il nous semblait que cela était partagé par l'administration centrale. Actuellement, nous en doutons fortement tellement, et ce malgré les nombreuses réunions ou commissions, nous sommes toujours dans l'attente de nombreuses réponses sur de nombreux sujets où nous vous avons interpellés.

Nous constatons que depuis quelques temps nous sommes en "panne de réponse" de l'administration centrale sur des sujets portant sur des chantiers ouverts depuis plusieurs années et d'autres questions plus urgentes du fait de la crise sanitaire et humaine que nous traversons.

La crise du COVID, les visioconférences impersonnelles et peut être le manque de personnels au Ministère ne nous permettent plus d'entrevoir un dialogue constructif pour la mise en œuvre de la politique éducative au Ministère de l'Agriculture.

Pourtant, nous nous retrouvons souvent dans de nombreuses instances couronnées par de longues tirades des uns et des autres. Nous subissons, au CTM et dans d'autres instances, les présentations d'un travail déjà mené et acté pourtant dans des commissions en amont, voire d'autres ministères. Des questions identiques reviennent souvent dans les instances sans espoir d'une éventuelle ébauche de réponse et/ou d'avancée.

- Nous demandons au regard de la crise actuelle que des mesures exceptionnelles soient prises par le gouvernement concernant le monde de l'enseignement agricole public.
- Nous demandons en urgence la reprise des négociations sur le protocole CFA et CFPPA (pourtant actée par le Ministre lors de notre entrevue avec l'UNSA).

Nous réaffirmons, comme cela a été dit lors du CNEA du 11 février, que le Ministère de l'Agriculture doit agir fortement en augmentant les moyens humains pour contribuer à long terme, car la crise ne va pas s'arrêter cet été, à l'effort collectif en matière de formation, d'insertion sociale et professionnelle.

Le SEA-UNSA a toujours affirmé que le budget de l'enseignement agricole n'est pas à la hauteur pour affronter ses missions, la crise actuelle sans précédent nous donne raison. Une pétition nationale sur ce sujet a été envoyée au Ministre, elle avait été signée par de nombreux collègues et Sénateurs. Des ouvertures de classe sont bloquées alors que notre enseignement a un réel besoin de projets novateurs et attractifs pour les apprenants. De même, le couperet des faibles

SEA-UNSA, MAA, 78 rue de Varenne 75349 Paris 07 SP / Tel : 01.49.55.55.31 /sea-
unsa.syndicats@agriculture.gouv.fr / www.sea-unsa.fr

Suivez-nous sur Twitter @SEA_UNSA